

Les crédits

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours du député d'Ottawa—Vanier. À mon avis, c'est un discours très intéressant. Il a tracé un portrait assez juste du comportement des Conservateurs, du gouvernement au pouvoir, concernant la dette. Bien sûr, on avait déjà une dette sous le gouvernement libéral dont ce député faisait partie. On peut dire que cette dette a été amorcée il y a environ 20 ans.

Le député a quand même tracé un portrait assez juste du problème de la dette, mais il a oublié, à mon avis, de nous expliquer quelque peu les moyens pour faire en sorte que cette dette—là diminue. En tout cas, je crois personnellement, comme nous du Bloc québécois, que la principale cause attribuable à cette dette, c'est la mauvaise gestion bien sûr, mais cette mauvaise gestion—là dépend tout d'abord et principalement des dédoublements entre les provinces et le fédéral. Et de cela, le député d'Ottawa—Vanier n'en a pas parlé.

D'ailleurs, quand les experts de la Commission Bélanger—Campeau ont fait l'exercice en question, ils se sont rendu compte, et cela a été approuvé par certains experts de la France et de l'Angleterre, du fait que les déboulements entre le Québec et Ottawa seulement coûtent environ 2,5 à 3 milliards de dollars par année en frais d'administration inutiles. En outre, on ne voit pas toutes les conséquences et le manque à gagner attribuables à cette mauvaise gestion, ce qui a eu des conséquences négatives au niveau des revenus du gouvernement, et là, je parle strictement des dédoublements entre Québec et Ottawa.

Mais si on tient compte des autres provinces et du Canada, on pourrait peut-être dire que cela coûte, en frais d'administration, environ 10 à 12 milliards de dollars, juste le fait de la duplication et les coûts d'opération de cette duplication, sans oublier bien sûr le manque à gagner dû à l'inefficacité de cet exercice. Et de cela le député d'Ottawa—Vanier n'en a pas parlé.

J'aimerais beaucoup avoir son opinion là-dessus. C'est bien beau de tracer le portrait ou l'inventaire de ce qui se passe, mais il faut aussi proposer des solutions. La solution que nous, du Bloc québécois, préconisons, c'est qu'il faut décentraliser les pouvoirs afin que le Québec puisse gérer ses affaires, et qu'il les gère selon ses priorités. De cette façon—là, on va sortir ce pays qui est considéré par les Nations Unies... et les grands experts dernièrement viennent de dire que la dette du Canada est égale à la dette des pays en développement.

• (1755)

Alors, j'aimerais demander au député d'Ottawa—Vanier qu'il nous propose quelques solutions, du moins, parce qu'il a fait partie de ce gouvernement—là pendant un bout de temps.

M. Gauthier: Monsieur le Président, oui il y a des solutions au problème. Le problème du dédoublement des niveaux de gouvernement est un problème important qu'il faut régler. Mais je pense que le député d'Acadie—Bathurst, aujourd'hui, a soumis à la Chambre une idée originale qu'il vaudrait la peine d'étudier sérieusement. Il a suggéré une rencontre des trois niveaux de gouvernement: le fédéral, le provincial et le municipal, afin de se concerter sur cette dette nationale qui, si on inclut le fédéral, le provincial et le municipal, peut s'élever jusqu'à 575 milliards de dollars.

Il a suggéré que, étant donné que ces niveaux de gouvernement ont des obligations d'intendance—je ne sais pas si c'est un mot qui va bien décrire mon idée—mais il y a une obligation d'intendance des gouvernements envers les revenus qu'ils reçoivent des contribuables et les dépenses qu'ils font en leur nom. Il doit y avoir un genre d'équilibre qui s'établit. Et de transmettre, comme on l'a fait depuis quelques années, du niveau supérieur fédéral les obligations aux provinces et qu'elles, en retour, transmettent au niveau municipal, ce n'est pas une solution, parce qu'il y a des joueurs, il y a des participants dans ce jeu—là qui sont très importants. Il y a des villes comme Toronto, Montréal, Vancouver, des grandes villes qui font plus que les provinces au niveau démographique et au niveau économique, mais qui ne sont pas à la table quand vient le temps de décider des politiques monétaires ou économiques de ce pays.

On a suggéré, nous, les Libéraux, une conférence tripartite, si je puis employer ce terme—là, qui voudrait réunir les intéressés des paliers fédéral, provincial et municipal afin que tous ensemble on puisse en venir à trouver la solution. C'est une question d'intendance. C'est une question de vouloir collectif de régler notre problème et de ne pas charger à l'autre niveau gouvernemental inférieur, si on veut, des charges sociales ou des charges économiques qu'ils ne peuvent pas se payer.

[Traduction]

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, je voudrais commencer par féliciter mon savant collègue de Vanier qui s'est acquis une réputation bien établie à la Chambre en matière de responsabilisation du gouvernement, qu'il soit député ministériel ou de l'opposition. Je crois qu'en politique municipale et en tant que commissaire d'écoles, il s'est